

African Trade Agenda

Third World Network-Africa Volume 4 Numéro 2 Avril 2012

Dans ce numéro

CNUCED XIII

- L'attaque contre la CNUCED est mauvaise pour l'Afrique
pages 1-3

- Appel à une mondialisation centrée sur le développement
pages 3-4

- Agenda alternatif pour une croissance inclusive en Afrique
pages 5-6

Dossier de plaidoyers:

- Les anciens hauts fonctionnaires de la CNUCED protestent contre les menaces de l'Occident
pages 6-8

Chronique - Afrique
pages 8-11

Nouvelles en bref dans le monde
pages 11-14

Tableau d'Annonces
page 14

LES BATAILLES SUR LA CNUCED XIII

L'attaque des pays nantis contre la CNUCED met en péril les perspectives de développement de l'Afrique

Par Tetteh Hormeku, TWN-Africa

La détermination des pays industriels riches à éliminer dans l'ensemble le rôle de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) en matière de politique commerciale et de développement lors de la prochaine conférence quadriennale de l'organisation risque de priver les pays africains et d'autres pays en développement d'une plateforme intergouvernementale de politique alternative de développement juste au moment où ces pays en ont le plus besoin.

Lors des préparatifs de la treizième session de la CNUCED qui aura lieu du 21 au 25 avril à Doha, Qatar et assignera un nouveau mandat à l'organisation, les pays industrialisés se sont opposés aux éléments clés des analyses et des recommandations indépendantes de la CNUCED sur l'économie mondiale, en particulier, sur la crise financière et économique mondiale et ses implications pour l'économie mondiale et l'avenir des pays en développement ainsi que dans les domaines de réforme de politique pour soutenir ces pays.

Au lieu de ces politiques, les pays nantis poursuivent les dogmes mêmes de libre-échange de la libéralisation et de la déréglementation universelles qui ont été discrédités par crise et dont la moitié est à peine mise en pratique par ces pays. De plus, ils luttent pour transformer le rôle d'appui en matière d'analyse et de politique de la CNUCED en un soutien technique réduit pour les pays en développement dans le cadre de la mise en œuvre des politiques favorables au marché.

Les responsables du commerce dans les pays en développement ainsi que d'autres observateurs indépendants et analystes estiment que les pays développés sont si campés sur leur position qu'ils sont prêts à conduire la CNUCED XIII vers l'impasse.

« Ils s'enfichent si la conférence n'aboutit pas à des résultats ; ils s'efforcent de tout bloquer et d'intensifier une campagne contre l'institution », a déclaré un observateur.

De tels résultats impliqueraient la réduction au cours des quatre prochaines années du rôle de la CNUCED en tant qu'institution globale qui offre une alternative cohérente aux politiques néolibérales de la Banque mondiale, du FMI et de l'OMC.

Les pays africains et d'autres pays en développement vont non seulement perdre une voix alternative qui leur a bien servi dans les processus internationaux de prise de décision allant de l'OMC au FMI où ils étaient obligés de faire face aux revendications intéressés des pays riches.

Pire encore pour les pays africains, ils perdront cette plateforme de réflexion alternative à un moment où la crise mondiale a fait ressortir les limites de la dépendance des produits de base renforcée par des décennies de politiques néolibérales et où ils prennent des initiatives de politique pour promouvoir la diversification et l'industrialisation.

L'une de ces initiatives a trait aux positions de politique continentales adoptées par les Chefs d'Etats africains pour améliorer la contribution de l'exploitation minière au développement des économies africaines. L'objectif est de faire évoluer l'exploitation minière d'une enclave de profit pour les sociétés multinationales vers une industrie qui est mieux liée aux différents secteurs des économies africaines et qui contribuent à la création des emplois et à la diversification économique. Cette initiative vise également à accroître la part des recettes minières qui reviennent aux pays africains (dont l'essentiel est accaparé par les sociétés multinationales) et à les gérer au profit des populations. Comme les ministres africains le reconnaissent, une telle initiative exige un cadre de politique international favorable dans les domaines du commerce, des finances, des investissements, de technologie, etc.

Cependant, les propositions clés dans le projet de texte sur le mandat de la CNUCED pour les quatre prochaines années qui peuvent soutenir de telles initiatives se sont tous heurtées à l'opposition des pays nantis. Le projet de mandat de la CNUCED à adopter à Doha porte sur les études et les conseils de politique de l'organisation sur les sujets tels que la récession économique en cours, les déséquilibres des taux de change, la volatilité et la financiarisation des marchés des produits de base, le traitement spécial et différencié pour les pays en développement, la coopération financière et monétaire régionale et la nécessité de la

réforme de l'architecture économique et financière internationale.

En liaison avec thème général de la conférence : « Une mondialisation centrée sur le développement : vers un développement et une croissance équitables et durables » les questions sont organisées sous trois sous-thèmes, à savoir : l'amélioration de l'environnement économique à tous les niveaux en faveur du développement inclusif et durable ; le renforcement de toutes les formes de coopération et de partenariat pour le commerce et le développement, y compris la coopération Nord-Sud, Sud-Sud et triangulaire ; la recherche de solution aux défis persistants et émergents de développement en ce qui concerne leurs implications pour le commerce et le développement et les questions inter reliées de financement, de technologie, d'investissement et de développement durable ; la promotion des investissements, du commerce, de l'entrepreneuriat et des politiques de développement connexes en vue de promouvoir la croissance économique soutenue pour un développement inclusif et durable.

Dans chacun de ces domaines, les pays nantis, en particulier l'UE et le groupe JUSCANZ du Japon, des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle Zélande se sont opposés aux pays en développement (G77 et la Chine.

Les positions du G77 et de la Chine font écho des analyses contenues dans l'appel du Secrétaire Général de la CNUCED, le Dr Supachai Panitchpakdi, à un changement de paradigme afin d'adopter une approche de croissance tournée vers le développement qui engendrera un changement économique et social inclusif dans les Pays les Moins Avancés (PMA) du monde.

Dans son rapport à la réunion de Doha (voir l'article ci-après), Panitchpakdi argumente que « la combinaison de l'austérité macroéconomique, de la libéralisation accélérée, la privatisation et de la déréglementation n'a pas pu entraîner une révolution au niveau de l'offre mais a plutôt fait reculer la région (Afrique) sur le plan économique ; la croissance de la

productivité a stagné dans la plupart des secteurs et l'économie informelle s'est rapidement élargie depuis le début la crise internationale de la dette au début des années 80. »

Il a déclaré que le moment était venu de s'écarter de la mondialisation tirée par la finance qui a caractérisée le modèle des relations économiques internationales fondé sur un agenda de politique uniforme et qui a eu un impact destructif sur tous les pays, en particulier ceux du monde en développement.

Avec à leur tête les Etats-Unis et l'UE, les pays industrialisés se sont opposés à cet appel au changement de paradigme, une opposition qui a parfois pris une tournure aussi grotesque comme le refus de l'inclusion de la crise financière mondiale et ses origines dans la partie du texte qui fait l'analyse des évolutions mondiales depuis la dernière réunion de la CNUCED en 2008 et la manière de les aborder.

Si le G77 et la Chine cherchent à tirer des leçons de ces évolutions et à en tenir compte dans l'élaboration des politiques pour une croissance inclusive et durable qui serait bénéfique à ces pays, l'UE, les Etats-Unis et leurs alliés riches s'accrochent à leurs politiques.

En plus de leur obstination envers ces politiques, les pays riches veulent également séparer les grandes économies en développement de la Chine, du Brésil, de l'Inde du reste du monde en développement sous prétexte de concentrer l'attention sur les économies les plus vulnérables.

Cette mesure peut paraître superficiellement attrayante pour les soi disant pays vulnérables. Cependant, l'effet serait de détruire l'alliance des pays en développement qui est très importante pour les réformes systémiques de l'économie politique mondiale dont les pays les plus pauvres ont le plus le besoin pour leur propre développement.

La CNUCED lance un appel à une mondialisation centrée sur le développement

Par Sylvester Bagooro, TWN-Africa

En prévision de la treizième session quadriennale de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED 13) qui aura lieu à Doha, Qatar du 21 au 25 avril, le Secrétaire General de la CNUCED, Supachai Panitchpakdi, lance un appel aux pays membres à abandonner la mondialisation centrée sur la finance et à étreindre la mondialisation axée sur le développement.

Dans son rapport préparé pour la conférence, Panitchpakdi argumente qu'au cours des trente dernières années, de nombreux pays en développement ont assisté à des bonds de croissance économique suivis d'effondrement. Les pays qui ont enregistré une bonne performance sont ceux qui ont rejeté la sagesse économique dominante en vertu de laquelle les pays se tournent vers les marchés pour leurs perspectives de

croissance et ont plutôt mis en œuvre des politiques innovantes et hétérodoxes et adaptées aux conditions locales. Cela leur a permis de consacrer les ressources aux activités qui sont de plus en plus productives. D'une part, de nombreux pays en développement qui ont adopté la mondialisation axée sur la finance ont vu leur capacité à réaliser leur transformation structurelle se réduire considérablement.

L'influence grandissante des marchés et des institutions financiers a entraîné une réorientation structurelle dans l'organisation de l'activité économique qui a changé profondément la manière dont la richesse est produite et distribuée. Selon Panitchpakdi, cette réorientation a été le modèle dominant des relations économiques internationales au cours des trois dernières décennies. La déréglementation financière, des mesures concertées pour libéraliser le compte de capital, et l'augmentation rapide des flux de capitaux internationaux sont les principales forces qui orientent

l'intégration économique mondiale depuis l'effondrement du système de Bretton Woods. Les institutions et les marchés financiers sont devenus les maîtres au lieu d'être les serviteurs de l'économie réelle, et contribuent à la distorsion du commerce et des investissements ainsi qu'au renforcement des inégalités, et posent une menace systémique à la stabilité économique.

Cette voie de développement a produit peu de gagnants et des masses de perdants à travers le monde. Cette stratégie de développement met en péril la capacité des pays à mobiliser assez de ressources pour renforcer les capacités productives.

Elle a également contraint les pays à adopter un modèle restreint de spécialisation internationale avec des perspectives de croissance limitées suivant lequel ces pays se focalisent sur les services financiers au détriment de l'agriculture et de l'industrie.

Par dessus tout, elle ne favorise pas la création des emplois décents. Compte tenu des contraintes structurelles auxquelles font face de nombreux pays en développement, le fait de mettre l'accent sur la flexibilité du marché du travail, ajouté aux politiques macroéconomiques restrictives, à la libéralisation rapide du commerce et des finances et aux cycles d'expansion et de ralentissement, ne favorise pas la formalisation de l'emploi ou ne contribue pas à la création rapide des emplois stables.

A la lumière de ces constats, le Secrétaire Général lance un appel au rééquilibrage de l'économie mondiale à travers un développement inclusif et durable qui assure que la richesse est créée non seulement au profit de quelques personnes privilégiées mais de toute l'humanité et fournit ce que toute population désire : un emploi décent, un logement, un environnement sauf, un meilleur avenir pour les enfants et un gouvernement qui répond à ses préoccupations.

La réforme du système financier devrait être le premier pas. Bien avant la crise, il était évident qu'un développement stable et inclusif n'était pas compatible avec le comportement spéculatif du marché, les cycles d'expansion et de recul et les programmes d'austérité qu'ils entraînent inévitablement. Il est révélateur que

les cas de succès au Sud aient dans une large mesure poursuivi des politiques qui ont permis d'éviter ces dangers. Le secteur financier doit retourner à ses fonctions de sécurisation des épargnes des populations et de mobilisation des ressources aux fins d'investissement productif. Les réformes sont également nécessaires afin de remplacer les flux de capitaux pro-cycliques et désordonnés par des fonds de développement à long terme pour rétablir la stabilité sur les marchés monétaires et soutenir les ajustements macroéconomiques expansionnistes. Il faudra renforcer la surveillance et la réglementation à tous les niveaux et considérer l'introduction de nouveaux arrangements institutionnels.

Par ailleurs, les arrangements financiers et monétaires stables constituent des préalables pour mettre le commerce et l'investissement au service de la croissance et du développement inclusifs. Mais, le rééquilibrage exige que les ressources financières et autres soient canalisées vers les activités productives appropriées. Le développement industriel demeure une priorité pour de nombreux pays en développement car il permet d'accroître la productivité et de tirer meilleur parti du commerce international. Mais, une approche sectorielle élargie, y compris un accent sur le secteur primaire dans de nombreux PMA, est nécessaire afin d'assurer que les mesures de diversification de l'activité économique sont en cohérence avec la création des emplois, la sécurité alimentaire et énergétique et des réponses efficaces au défi du changement climatique.

De plus, le rôle de l'espace de politique dans le renforcement des nouvelles voies de développement plus inclusives ne peut être sous-estimé. Cette espace est nécessaire pour permettre aux gouvernements, surtout ceux des pays en développement, de remédier aux échecs du marché, de promouvoir la collaboration entre les entreprises dans le domaine des investissements à long terme, gérer l'intégration dans l'économie mondiale et assurer que les retombées positives de cette mesure sont équitablement partagées. Pour réaliser cet objectif, les états doivent forger une vision de développement cohérente et nouer un pacte avec les différents groupes d'intérêt pour mieux gérer les conflits et les compromis qu'entraîne inévitablement le changement.

LA CNUCED XIII ET L'AFRIQUE

Un Agenda alternatif pour une croissance inclusive en Afrique sub saharienne

Au début du millénaire il est devenu clair que les promesses des programmes d'ajustement structurel ne s'étaient pas concrétisées en Afrique subsaharienne. Ensemble, l'austérité macroéconomique, la libéralisation rapide, les privatisations et la déréglementation n'avaient pas entraîné de révolution au niveau de l'offre, et avaient même fait régresser l'économie de la région; la croissance de la productivité marquait le pas dans la plupart des secteurs

Depuis, il avait été beaucoup question d'une «renaissance économique» en Afrique. Entre 2001 et 2008 le PIB a crû en moyenne de 6 % par an dans la région, et la croissance réelle par habitant a atteint quelque 3 %. Le processus a été aussi relativement généralisé, puisqu'au cours de la période, la croissance économique n'a ralenti que dans un petit nombre de pays. Bien qu'il y ait eu en 2009 un fort mouvement de repli à cause de la crise financière et économique, les taux de croissance sont restés globalement positifs, et on a assisté à un rebond dans de nombreux pays.

Au vu de cette évolution, le FMI a parlé d'un «grand décollage de la croissance en Afrique subsaharienne», attribué aux mesures de réforme structurelle et institutionnelle déjà prises pour réduire les contrôles étatiques et libéraliser les marchés intérieurs sur le plan commercial et financier. Il a aussi émis l'hypothèse que l'Afrique subsaharienne pourrait être la «nouvelle frontière» financière, et préconisé une libéralisation et une intégration.

Et sans tenir compte de ses propres études concluant à l'absence d'un lien de causalité empirique entre libéralisation financière et croissance, le FMI a ajouté ceci: «tout le monde reconnaît que les types de réforme nécessaires pour réduire l'influence des groupes d'intérêts en place et libérer le potentiel de production des économies en développement concourent aussi à attirer les flux de capitaux privés et à les rendre plus productifs» (IMF, 2010).

Si cette dynamique de croissance en Afrique subsaharienne est bienvenue, le terme «décollage» est trop fort pour décrire ce qui se produit dans la région. Premièrement, les résultats économiques sont très disparates au niveau régional, avec des taux de croissance très élevés dans certains pays exportateurs de produits pétroliers et minéraux, qui donnent une idée trompeuse de la situation pour la majorité des pays dont les exportations ne se sont pas envolées. Deuxièmement, durant la période prise en compte par le FMI (1995-2007) le nombre des pays en croissance rapide (17) a correspondu plus ou moins à celui des pays où la croissance a été plus lente (14). Troisièmement, même dans ces circonstances exceptionnelles, les résultats enregistrés en moyenne dans la région restent à la traîne de ceux des pays de l'Asie de l'Est et du Sud pendant la même période, et l'écart de revenu par rapport aux autres pays en développement a continué à se creuser – pour certains pays fortement. L'Afrique subsaharienne est encore loin de connaître le décollage des pays de l'Asie de l'Est, et ce n'est pas en continuant à faire comme avant que ce décollage sera rendu possible.

Il faut pour l'Afrique subsaharienne une stratégie de développement différente et pragmatique pour favoriser dans l'ensemble de la région une croissance plus équitable et plus durable. Cette stratégie devra aussi être plus globale et plus intégrée qu'auparavant.

Dans le cadre de cette stratégie, il faudra d'une part mieux coordonner les politiques macroéconomiques et les mesures sectorielles nécessaires pour la transformation structurelle, et d'autre part mettre en place sur le plan social un programme d'action allant au-delà des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), et reposant sur une solide combinaison de croissance, d'investissement et d'emploi. Cela impliquera encore des mesures budgétaires plus dynamiques, y compris des mesures anticycliques et des efforts en matière d'investissement public.

La politique monétaire aura elle aussi un important rôle à jouer afin que les taux d'intérêt demeurent bas et que les taux de change restent stables et compétitifs. Tous ces instruments de politique peuvent aider à renforcer les perspectives d'investissement, y compris dans le secteur agricole, mais il faudra en même temps l'appui des banques de développement pour que le crédit soit distribué de manière efficace, ainsi que des mesures de contrôle des opérations en capital pour appuyer un régime de change stable et efficace.

Cette transformation structurelle exigera aussi une politique industrielle efficace comportant des éléments de type traditionnel, par exemple pour éliminer les dysfonctionnements du marché et choisir les gagnants, ainsi que pour la création et la gestion des rentes. Mais l'absence d'entreprises de taille suffisante demeure un obstacle non seulement pour mettre en place un solide couple profit-investissement dans de nombreux pays africains, mais aussi pour mettre à profit les apports accrus d'IED dans certains secteurs clefs.

Un défi majeur se posera sur le plan institutionnel: créer (ou dans certains cas recréer) en Afrique subsaharienne des États développementistes, en tirant profit d'autres expériences mais en reconnaissant aussi que les conditions et les contraintes locales sont d'une importance primordiale pour définir le contexte dans lequel le rôle de l'État doit être repensé... Les nouveaux États développementistes africains doivent aussi être prêts à se positionner dans le plus vaste contexte régional et au-delà, y compris en vue de l'établissement de liens Sud-Sud à l'extérieur de la région. .

Source: RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL A LA CNUCED XIII ~ **Mondialisation centrée sur le développement: vers une voie de développement durable et inclusive**

Dossier de plaidoyers

LES ANCIENS HAUTS FONCTIONNAIRES DE LA CNUCED PROTESTENT CONTRE LA PRESSION DE L'OCCIDENT SUR LA CNUCED

« Etouffer le messager ... ou bâillonner le message ... ou les deux ? »

Depuis sa création il y a presque 50 ans, et à l'instigation des pays en voie de développement, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a toujours été une source d'irritation pour les tenants de la théorie économique dominante. Ses analyses des problèmes macro-économiques globaux ont régulièrement donné une perspective différente de celle de la Banque Mondiale et du FMI dominés par les Occidentaux.

Mais, aujourd'hui, on tente de réduire cette voix au silence. Cela serait compréhensible si l'analyse cnucedienne faisait double emploi avec celles d'autres organisations, mais au contraire! Quelques pays voudraient donc supprimer tout désaccord avec ce qui tient bien d'orthodoxie économique.

Aucune organisation multilatérale n'est parfaite. Mais les analyses de la CNUCED et ses avertissements concernant les évolutions globales résistent certainement à la comparaison avec celles d'autres organisations. Ainsi que les détracteurs l'ont admis de temps à autre, la CNUCED a souvent eu une longueur d'avance en signalant l'emprise croissante de la finance sur l'économie réelle. L'organisation a prévu la crise mexicaine de 1995. Elle a anticipé la crise asiatique de 1997. Elle a régulièrement sonné l'alarme quant aux dangers de la dérégulation excessive des marchés financiers. Elle a souligné les risques qu'entraînerait une libéralisation trop rapide et non-réciproque des

échanges commerciaux. Les économistes de la CNUCED n'ont jamais subi la «psychologie du déni» qui frappait d'autres organisations.

Pourquoi le point de vue de la CNUCED est-il donc malvenu ? Le fait que la CNUCED n'ait aucune responsabilité pour la gestion de l'économie mondiale et n'ait pas de ressources propres à distribuer confère une neutralité libre à ses analyses. Aucune organisation n'a prévu la crise actuelle et aucune organisation ne possède de bâton magique pour résoudre les difficultés actuelles, mais il est parfaitement clair que les origines de cette crise se trouvent dans les pays qui maintenant cherchent à étouffer le débat sur les politiques économiques globales, en dépit de leurs échecs évidents dans ce domaine.

Grâce à la crise, nous avons maintenant une meilleure explication des interrelations existant entre l'économie réelle et le monde de la finance. Ces explications sont maintenant beaucoup plus proches de ce que la CNUCED affirme depuis trente ans au sujet des dangers d'une mondialisation dominée par la finance. C'est précisément dans son analyse de ces relations que la CNUCED apporte une valeur ajoutée à la compréhension de l'impact du fonctionnement l'économie mondiale sur la majorité de la population du monde, celle qui habite les pays en voie de développement.

Pourquoi maintenant ? La CNUCED va se réunir pour sa prochaine conférence quadriennale à Doha, Qatar, le 21 avril. Les conférences de la CNUCED n'ont maintenant rien à voir avec les précédentes; elles sont simplement une occasion de s'entendre sur le programme de travail du secrétariat pour les quatre années à venir. Mais c'est exactement ceci qui constitue l'enjeu.

A Genève, les pays en voie de développement sont obligés, encore une fois, de résister à la forte pression exercée par les pays de l'OCDE et de défendre l'organisation à laquelle ils sont liés de manière "ombilicale". Ils ne rencontrent pas le succès nécessaire, en dépit du soutien des BRICS lors de leur récent sommet de New Delhi. Les pays développés ont donc sauté sur l'occasion d'étouffer la capacité de la CNUCED à mener des réflexions indépendantes. Il ne s'agit pas de faire des économies ou d'éliminer des double-emplois, comme certains le prétendent. Son budget pour la recherche reste minime. Or aujourd'hui plus que jamais il faut une diversité d'opinions en matière de politique économique afin que le monde puisse trouver une sortie durable de la crise actuelle. Non, c'est plutôt que s'il n'est pas possible de tuer le message, alors il faut tuer le messager.

Nous sommes tous d'anciens hauts fonctionnaires de la CNUCED. Individuellement, nous n'étions pas forcément d'accord avec ce que disait la CNUCED sur un sujet ou un autre. Nous n'avons aucun intérêt personnel dans cette affaire, mais nous tous croyons avec ferveur à la nécessité de sauvegarder une capacité indépendante de recherche qui contribue à alimenter un débat intergouvernemental sur les effets de l'économie mondiale sur les pays en voie de développement.

En ce moment, alors qu'enfin le pluralisme se discute, avec raison, dans le choix du Président de la Banque Mondiale, il est ironique que les pays de l'OCDE veuillent supprimer la liberté d'expression dans une autre organisation multilatérale.

Si ceux qui sont fiers d'avoir travaillé pour la CNUCED ne se manifestent pas maintenant, qui d'autre le fera ?

Geneva, 11 April 2012

Liste des signataires*

Eugene Adoboli	Victor Busuttil	Peter Froehler
Manuel Agosin	Patrizio Civili	Thomas Ganiatsos
Yilmaz Akyuz	Hans Carl	Murray Gibbs
Xavier Alphaize	Andrew Cornford	Iqbal Haji
Jamshid Anvar	Giovanni Andrea Cornia	Khalil Hamdani
Mehmet Arda	B.L. Das	Philippe Hein
Gerry Arsensis	Dean Deac	Ian Kinniburgh
Awni Behnam	Ed Dommen	Gloria V. Koch
Michael Bonello	Bijan Eslanoo	Gabriele Köhler
John Burley	Renaldo Figueredo	Detlef Kotte
	Carlos Fortin	Kamran Kousari

Kurt Kwasny
 Roger C. Lawrence
 Tony Lydon
 Chandrakant Patel
 Jan Pronk
 Rubens Ricupero

Dani Rodrik
 Lorraine Ruffing
 David Saca
 Sergei Safronov
 Jagdish Saigal
 Michael Sakbani

Mehdi Shafaeddin
 Jack I. Stone
 Anh-Nga Tran-Nguyen
 Thomas Weiss
 Michael Zammit Cutajar

*Cette lettre n'engage en aucune façon la responsabilité des organisations avec lesquelles les signataires peuvent actuellement être affiliés. Contact: John Burley, Divonne-les-Bains, France, +33 (0)4 50 20 20 91
 john.burley@wanadoo.fr

Chronique Afrique

BURKINA FASO

Une Clinique de recherche phytosanitaire est lancée

(Abidjan, SciDev.net 30 mars), – L'Institut du Développement Rural du Burkina (IRD) a mis en place une Clinique consacrée à l'amélioration de l'usage des produits phytosanitaires tels que les insecticides, les pesticides pour réduire leur impact sur l'agriculture et l'environnement et assurer la sécurité alimentaire.

La clinique a été officiellement lancée le 7 mars à Bobo Dioulasso lors d'une réunion qui a connu la participation des représentants du Ministère de l'Agriculture et des experts dans le domaine de l'agriculture, de l'hydraulique, de l'environnement et du développement. Les représentants du Ministère de l'Education et du Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation étaient également présents.

Le coût de la clinique s'élève à 536 millions de dollars EU et a été financé sur une période de cinq ans. Elle est chargée de mener des études et d'apporter des améliorations dans l'usage des insecticides, y compris l'usage des insecticides naturels, des fongicides qui tuent ou limitent le développement des champignons parasitaires qui attaquent les cultures.

Irene Sonda, le Directeur de l'IRD, a déclaré que la clinique offrira également des opportunités de réseautage entre les chercheurs et les bénéficiaires potentiels en vue d'un meilleur partage des expériences issues de la recherche et développement et une diagnostique plus efficace des bio-agresseurs.

« Elle recherchera et identifiera aussi les opportunités de collaboration avec d'autres initiatives

phytosanitaires, » a-t-il dit à SciDev.Net.

La Coordinatrice du projet, Anne Legreve, a dit que la clinique servirait d'interface entre les pratiques sur le terrain et la recherche au laboratoire.

« Cela implique que les chercheurs ne seront plus obligés de se rendre sur le terrain pour découvrir les problèmes qui confrontent les producteurs, » a-t-elle expliqué.

Legreve a ajouté que la clinique était la première de ce genre en Afrique de l'Ouest et fournirait un appui inestimable à la recherche au niveau de l'éducation et de la formation... et du transfert des technologies relatives aux activités agricoles.

Le Recteur de l'Université Polytechnique de Bobo Dioulasso, Georges Ouedraogo, a salué la création de la clinique, en disant qu'elle jouera le rôle d'interlocuteur tant désiré entre les producteurs et les chercheurs.

Ouedraogo a dit que de nombreux producteurs avaient des difficultés à avoir accès aux produits chimiques saufs, ce qui les amène à utiliser « des produits phytosanitaires inadaptés pour traiter les produits maraîchers, pour faire mûrir les fruits et garder les céréales frais ».

Il a déclaré que le Burkina dépense plus de 111 millions de dollars américains pour importer les produits chimiques agricoles chaque année et environ le 1/3 de cette somme est dépensé sur les produits phytosanitaires et que la clinique examinera cette question en vue d'améliorer l'accès.

CEDEAO

Les Etats membres sont invités à accélérer la mise en œuvre de la politique industrielle régionale

(Lomé, SPONSOR WIRE, 29 mars)

La Commission de la CEDEAO a chargé les experts du commerce, de l'industrie et du secteur privé ensemble avec d'autres acteurs de sensibiliser et de mobiliser les Etats membres sur la nécessité d'accélérer la mise en œuvre de la Politique Industrielle Commune de l'Afrique de l'Ouest (PICAQ) adoptée en juillet 2010.

Lors de l'ouverture d'un symposium régional de trois jours sur la PICAQ à Lomé, Togo le mercredi 28 mars 2012, le Commissaire de la CEDEAO chargé du Commerce, des Douanes, des Industries et Mines, du Tourisme et de la Libre Circulation, M. Hamid Ahmed, a dit que la sensibilisation et la mobilisation étaient nécessaires pour assurer l'adhésion et l'attrait des investissements étrangers pour le développement industriel de la région. « L'industrialisation n'est pas une tâche facile » a dit le Commissaire en ajoutant que cela implique quelques risques et défis.

Il faudra diversifier et élargir la base de production industrielle de la région en faisant passer progressivement le taux de transformation des matières premières de 15%-20% à plus de 30% d'ici 2030 à travers l'appui à la création d'une nouvelle capacité de production industrielle et l'accroissement de la contribution des industries manufacturières au BIP régional qui se situe actuellement à une moyenne de 6-7% pour atteindre une moyenne de plus de 20%. D'autres objectifs sont notamment d'accroître le commerce intra-régional et le faire passer de moins de 12% à 40% d'ici 2030, avec 50% de la part du commerce de la région en produits manufacturés surtout dans le domaine de l'énergie et faire passer le volume des exportations de produits manufacturés vers le marché mondial du niveau actuel de 0,1% à 1% au moins d'ici 2030.

Le Directeur a en outre fait comprendre que la mise en œuvre de la PICAQ complètera d'autres initiatives régionales telles que le Schéma de Libéralisation des Echanges de la CEDEAO et le Tarif Externe Commune visant à accélérer le développement économique et industriel de l'Afrique de l'Ouest.

GHANA

Le gouvernement refuse d'interdire les importations de poulet

(Accra, MyJoyOnline, 10 avril)

A l'indignation des producteurs locaux, le Gouvernement a catégoriquement déclaré qu'il n'envisage pas d'interdire dans l'immédiat les importations de poulet dans le pays. Cette déclaration vient à la suite des préoccupations constantes exprimées par les aviculteurs au sujet de l'afflux des importations de produits avicoles, qui selon leur déplorations mettent en péril leurs entreprises.

Les aviculteurs mènent une campagne contre l'importation des produits ou au moins pour l'imposition des tarifs sur ces produits. Mais le Ministre Adjoint de l'Agriculture, le Dr Sugri Tia, a dit à JOY BUSINESS que bien qu'une interdiction totale ne serait pas écartée, il faudra améliorer la production locale.

« Il est possible d'augmenter les tarifs mais nous ne considérons pas cela comme une option immédiate ».

Il a dit que « la consommation du poulet est faible et le pouvoir d'achat des populations n'est pas le meilleur et nous essayons de promouvoir la production locale en encourageant les populations à en consommer davantage. Nous souhaitons garder l'appétit pour le poulet ».

Selon le Ministre, le gouvernement n'aimerait pas voir la consommation du poulet se réduire à cause du coût élevé. « Nous ne voulons pas cela soit exclu en raison du coût élevé du poulet et en même temps nous ne voulons pas que les aviculteurs cessent leur production, nous essayons donc de trouver des moyens innovants pour les aider à produire localement au fur et à mesure que nous surveillons les évolutions car nous sommes en train de réduire les importations de poulet dans le pays ».

« Nous le faisons non pas nécessairement à cause des tarifs mais progressivement nous utilisons les tarifs pour réduire les importations, » a-t-il ajouté.

NAMIBIE

« Achetez les produits namibiens », soutenez les entreprises locales

(Windhoek, ECONOMIST, 23 mars)

Avec l'augmentation des prix du carburant pour la seconde fois cette année, le journal Economist a eu un entretien avec Team Namibia pour discuter l'impact de

cette augmentation sur les entreprises manufacturières. Hubertus Hamm, membre du conseil d'administration de Team Namibia a dit que la montée des prix du carburant ne garantit pas nécessairement aux produits locaux un avantage compétitif par rapport aux produits importés, étant donné que les prix dépendent de la pondération du coût du transport par rapport au coût total. De nombreux fabricants namibiens importent les ingrédients et le matériel d'emballage qui ont également un effet sur le coût. Si le fabricant a un contenu local très important dans les intrants, il peut donc y avoir un effet positif marginal. L'avantage compétitif est cependant déterminé par le coût total, ce qui est faible hors de la Namibie ». a-t-il expliqué.

L'économie namibienne est très ouverte car les importations et les exportations représentent respectivement 50% et 45% du PIB. Puisque les importations représentent une fuite pour l'économie, le défi qui se pose au gouvernement et au secteur privé est de remplacer les importations par la production locale sans augmenter les coûts pour les consommateurs, a dit Team Namibia.

« Compte tenu du caractère relativement sous développé de la chaîne d'approvisionnement, le multiplicateur namibien pour les différentes industries est relativement faible par rapport à d'autres pays. Si la chaîne locale peut être renforcée, l'effet multiplicateur va s'améliorer de manière exponentielle, les importations vont se réduire et la croissance économique va s'accélérer, » a dit l'organisation.

Lizette Foot, la Directrice de Team Namibia a déclaré que la vision de l'organisation est de créer une préférence pour les produits et services namibiens sur le plan local et international et de développer l'économie en édifiant un secteur industriel et d'affaires durable grâce à la mobilisation de l'appui pour les produits locaux.

« Lorsque les consommateurs voient les logos de Team Namibia ou de Naturally Namibian, ils savent que la société ou le produit a un engagement envers la Namibie, sa population, son économie et son avenir. En pratique, nos membres affichent le logo de Team Namibia sur la papeterie de leur entreprise et leur emballage en vue de permettre aux consommateurs d'identifier leurs produits comme des produits namibiens, » a ajouté Foot.

Elle a dit que le centre d'intérêt de Team Namibia est de communiquer l'impact positif de la rétention du dollar namibien dans le pays.

« Nous assurons généralement la promotion des produits, des services et des destinations namibiens. Sur le plan local, nous encourageons les Namibiens à acheter nos propres produits, à se servir des fournisseurs namibiens et à passer les vacances en Namibie. De même, nous voulons promouvoir les produits et services namibiens aux investisseurs et attirer les touristes vers la Namibie, » a conclu Foot.

AFRIQUE DU SUD

Coup de pouce pour le secteur agroalimentaire

(Cape Town, Biz-Community, 2 avril)

Le Département du Commerce et de l'Industrie a identifié la transformation des produits alimentaires comme un domaine prioritaire de l'économie sud africaine. Un nouveau système d'incitation, le Programme d'Amélioration de la Compétitivité de l'Industrie Manufacturière (MCEP) sera lancé en avril pour soutenir le développement industriel et aider les entreprises à améliorer leur compétitivité, selon le Ministre de l'Industrie, le Dr Rob Davies.

La transformation des produits alimentaires est très lucrative et il existe de nombreuses opportunités pour développer cette industrie, mais dans les années récentes, le secteur a subi de nombreux échecs provenant de l'impact de la crise financière internationale.

Il s'agit notamment du déclin de la performance des exportations, de l'accroissement des importations sur le marché sud africain et des taux faible d'innovation des produits et des processus.

Lors d'un atelier récent sur la transformation des produits alimentaires abrité par le DTI à Johannesburg, le Ministre du Commerce et de l'Industrie a fait comprendre que le MCEP est l'une des séries d'interventions du DTI visant à améliorer la croissance et le développement du secteur.

L'objectif du programme est d'aborder les défis économiques qui ont abouti à des pertes d'emploi dans le secteur industriel. Par le biais du MCEP, les sociétés peuvent investir davantage dans leurs opérations et mettre à niveau leurs installations de production. Ainsi, les sociétés pourront maximiser l'emploi, élargir leur capacité de valorisation et améliorer la productivité.

Le secteur agroalimentaire peut bénéficier énormément de ce fonds puisqu'il est destiné aux entreprises

manufacturières ayant une forte intensité de main d'œuvre ou exposées à une intense concurrence internationale.

Réduire le risque de perte d'emploi dans le secteur agroalimentaire est l'objectif principal de ce programme d'incitation. « C'est le premier secteur industriel pour ce qui concerne l'emploi avec 177 000 employés, soit 15,2% du nombre total d'emplois dans le secteur manufacturier, » a dit Davies. La transformation des produits alimentaire est également importante en matière de valorisation, et représente environ 11% de la valeur ajoutée totale dans le secteur industriel ».

ZAMBIE

Les exportations non traditionnelles vers la RDC montent en flèche

(Lusaka, Times of Zambia, 3 avril)

Les exportations non traditionnelles de la Zambie vers la République Démocratique du Congo (RDC) ont augmenté de plus de 30% par rapport aux chiffres commerciaux de l'année précédente.

Le Directeur de l'Agence de Développement de la Zambie (ZDA) en charge de la promotion des exportations et du développement des marchés, Glyn Michelo, a dit que la RDC continue d'être le premier marché d'exportation pour les exportations non

traditionnelles (ENT) du pays.

M. Michelo a déclaré que les ENT totales de la Zambie vers la RDC ont clôturé l'année à 523,9 millions de dollars EU, soit une augmentation de 120 millions de dollars EU par rapport au chiffre enregistré en 2010.

M. Michelo a dit que les ENT vers la RDC s'élevaient à 403 millions de dollars EU en 2010 et a ajouté que le pays avait constamment enregistré une croissance impressionnante du commerce avec ses voisins du nord.

« Concernant la part du marché, les blocs commerciaux de la SADC et de la COMESA figurent toujours parmi les premières destinations pour les ENT de la Zambie, » a-t-il dit.

Il a souligné la nécessité de la diversification de la base du marché qui peut être réalisée à travers la diversification des produits comme un moyen de relance de l'économie.

Il a dit que l'Afrique du Sud était le second marché sous cette catégorie qui a atteint 304,3 millions de dollars, soit une croissance de 18%.

D'autres marchés importants pour les ENT de la Zambie par ordre de la valeur des exportations sont le Zimbabwe, le Malawi, la Belgique, la Tanzanie et la Chine.

Nouvelles en bref dans le monde

GENEVE

L'OMC tient un débat sur le lien entre les taux de change et le commerce

(SUNS #7340, 28 mars) - L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a commencé le mardi un séminaire de deux jours sur le lien entre les taux de change et le commerce international sous l'égide du Groupe de Travail sur le Commerce, la Dette et la Finance.

En octobre dernier, ce Groupe de Travail a convenu de tenir ce séminaire à la suite des observations présentées par le Brésil pour un débat sur la question en vue d'une meilleure compréhension des enjeux et leurs implications pour les membres de l'OMC.

Ce séminaire de deux jours a été divisé en quatre sessions: une session du secteur privé et une session du secteur public le mardi et une session des organisations internationales et une session universitaire le mercredi. Lors d'une conférence de presse à la fin des discussions du premier jour, l'Ambassadeur Roberto Azevedo du Brésil a noté que ce qui a été dit pendant la journée (en faisant allusion à la session du secteur public à l'écoute des points de vue des membres de l'OMC) constitue clairement des points de vue divergents sur les origines et les causes des déséquilibres des taux de change. Il a dit que d'aucuns estimaient que le problème du déséquilibre des taux de change provenait de l'intervention directe sur les marchés de change dans le but de contrôler la valeur des monnaies alors que d'autres pensaient que l'intervention sur les

marché de taux change est une politique monétaire et fiscale qui entraîne des flux de capitaux importants à travers les frontières.

En ouvrant le séminaire de deux jours le mardi, le Directeur Général de l'OMC, Pascal Lamy, a dit que les membres voulaient tenir ce débat pour quelques raisons. « Je pense que du point de vue institutionnel, nous en avons besoin. Ce sujet est aussi vieux que le système du GATT/OMC, mais il n'a fait l'objet de discussion dans cette enceinte pendant longtemps. Il doit être abordé, comme l'a décidé le Groupe de Travail, sur la base d'une discussion rationnelle, éducative et fondée sur les faits. Il faudra faire une distinction entre la réalité et les émotions qui découlent inévitablement de ce sujet tant dans cette institution qu'ailleurs ».

LONDRES

Heineken envisage de construire des hôpitaux en Haïti

(Financial Times, 10 avril)

Heineken, la troisième brasserie du monde, envisage de construire des hôpitaux et des écoles en Haïti, un pays déchiré par les crises. Cette décision démontre le rôle grandissant du secteur privé, surtout les industries des biens de consommation dans la prise en charge des fonctions du secteur public dans les pays très pauvres. Les fabricants d'aliments et de boissons ainsi que les marchands des produits alimentaires de base sont au premier plan des initiatives visant à former les agriculteurs et à améliorer les infrastructures sociales, obtenant ainsi ce que le brasseur SABMiller qualifie de « licence d'opérer » et à promouvoir les relations avec les gouvernements et améliorer le lot des consommateurs futurs. Heineken a déjà mis en place des cliniques de VIH/SIDA dans quelques régions de l'Afrique mais veut aller plus loin en utilisant les aptitudes d'entreprise comme la gestion des projets et la budgétisation financière pour accomplir des travaux qui relèvent du domaine des institutions multilatérales et des organisations non gouvernementales.

Le Brasseur basé aux Pays Bas rencontrera le Président Haïtien, Michael Martelly, ainsi que la Clinton Global Initiative pour formuler des plans en vue de la construction des écoles et des hôpitaux.

Quelques sociétés sont déjà impliquées dans la construction des écoles en collaboration avec les ONG et les gouvernements. Olam, un groupe de

commercialisation des produits de base, a construit des écoles et des cliniques sanitaires en partenariat avec d'autres acteurs.

Nestlé, le premier groupe en matière de vente est en train de construire et de rénover 40 écoles en Côte d'Ivoire en collaboration avec World Cocoa Foundation, une ONG. La société basée en Suisse a alloué une somme de 1,5 millions de dollars au programme qui sera complétée par l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International pour fournir des projets connexes comme l'alphabétisation des adultes.

Ces projets sont destinés à renforcer la bonne volonté au sein des communautés et à promouvoir de bonnes relations avec les gouvernements et à assurer que les jeunes générations auront les ressources nécessaires pour gagner une vie décente et être en mesure d'acheter des produits comme le chocolat et la bière.

L'ère où on investit uniquement pour des gains financiers tire à sa fin, a dit M. Nicolson. D'ici cinquante ans, si vous opérez ainsi, je pense que vous tomberez en faillite, » a-t-il dit.

Il a ajouté que les investissements concernés sont faibles et n'impliqueront pas l'inscription du nom de la société sur les hôpitaux et les écoles.

Vers la fin de l'année dernière, Heineken a fait passer ses intérêts dans Brana, la première brasserie en Haïti de 22% à 95%. « Haïti a une population de 10 millions d'habitants et ils sont abandonnés par le monde, » a dit M. Nicolson. « Vous vous y rendez et vous avez l'impression que le tremblement de terre de janvier 2010 s'est produit la veille, cependant beaucoup de fonds y ont été investis.

LONDRES

Rousseff affronte les Etats-Unis dans "la guerre des monnaies »:

(Financial Times, 9 avril) La Présidente Brésilienne, Dilma Rousseff, a profité de sa visite à la Maison Blanche pour se plaindre au sujet de la politique monétaire américaine lorsqu'elle a lancé appel à une action internationale contre la « manipulation » des monnaies directement à Barack Obama.

Lors d'une réunion qui a mis en relief les relations parfois tendues entre les deux pays malgré leur potentiel d'être des partenaires solides, Mme Rousseff a dit que l'expansion monétaire excessive aux Etats-Unis

et en Europe freine la croissance dans les pays comme le Brésil.

Le Brésil désire obtenir le soutien du public dans ses efforts visant à trouver une solution multilatérale à ce qu'il qualifie de « guerre des monnaies », de dévaluation concurrentielle des taux de change par les pays qui comptent améliorer leurs perspectives d'exportation.

Mme Rousseff, qui jouit d'un taux d'approbation de 77% malgré le caractère turbulent de la première année de son mandat marquée la démission de sept ministres, s'est plaint du « tsunami monétaire » qui a envahit les marchés émergents, et a fait apprécier la valeur de leur monnaie et a rendu leurs industries peu concurrentielles.

« Nous exprimons les préoccupations du Brésil face aux politiques monétaires expansionnistes dans les pays nantis.. qui entraînent la dépréciation des monnaies des pays développés et compromettent la croissance dans les économies émergentes, » a-t-elle dit, assise auprès de M. Obama après leur réunion dans le Bureau Oval. Ses commentaires reflètent des plaintes similaires à l'endroit de la Chancelière Allemande, Angela Merkel, lors de sa visite en Allemagne le mois dernier.

Le Brésil veut que la question soit abordée en fin de compte à travers des mécanismes de règlement des différends à l'OMC. L'administration de Mme Rousseff a remporté une petite victoire lorsqu'elle a contribué à l'organisation d'un symposium sur la question.

NEW DELHI

L'UE n'aura plus davantage d'accès aux marchés publics

(Economic Times, Inde, 2 avril) L'Inde ne cédera pas à la demande de l'UE visant à permettre aux sociétés européennes de participer aux marchés publics dans les pays dans le cadre d'un accord de libre échange en cours de négociation.

Selon New Delhi, son engagement au titre des marchés publics n'ira pas au-delà des dispositions internes existantes qui autorisent les sociétés étrangères à faire des soumissions au titre des appels d'offres lancés par les ministères et les départements pour leur propre consommation, a dit un haut fonctionnaire du gouvernement.

L'UE recherche un accès libre aux marchés publics de l'Inde estimés à 150 milliards de dollars par an.

« L'UE a positionné le marché public comme un domaine crucial pour la signature de l'accord de libre-échange, a dit un haut fonctionnaire au ET ». Elle insiste que l'Inde fournit un accès aux marchés publics dans les entités centrales et les PSU mais l'Inde n'a pas cédé. »

Le gouvernement a souligné que l'accès aux marchés publics en cours de discussion portera sur les achats du gouvernement et non pas pour des fins commerciaux ou de revente. C'est pour cette raison que les PSU ne peuvent être inclus. Les appels d'offres de la Société de Chemin de Fer de l'Inde et l'Autorité des Autoroutes vont demeurer des territoires restreints pour les sociétés européennes.

Lors d'une réunion avec le Commissaire au Commerce de l'UE, Karel De Gucht, à Delhi le mois dernier, le Ministre du Commerce et de l'Industrie, Anand Sharma, a fait comprendre que l'Inde était entrain de formuler une loi sur les marchés publics qui sera contraignante pour toutes les entités du gouvernement central habilitées à passer les marchés.

Puisque le projet de loi est toujours en phase de discussion avec les acteurs, le ministre a dit qu'il ne serait pas possible pour l'Inde de prendre des engagements dans les domaines qui font toujours l'objet de discussion.

« L'Inde a également clarifié que l'accès aux marchés publics en cours de discussion couvrirait les achats du gouvernement et non pas pour des fins commerciaux ou de revente » le haut fonctionnaire a ajouté.

Quelques pays développés, y compris l'UE et les Etats-Unis veulent que l'Inde adhère à l'accord sur les marchés publics de l'OMC, un accord plurilatéral signé par 42 pays membres. L'Inde est un observateur aux réunions de l'AMP et a jusque là résisté aux tentatives d'autres pays pour l'inclure.

L'Inde a également demandé à l'UE de clarifier ce que gagnerait l'Inde en incluant le marché public dans l'accord bilatéral de libre échange. Selon une étude menée par le Centre des Etudes de l'OMC à l'Institut du Commerce International, les approvisionnements totaux par les gouvernements de l'UE auprès des sociétés étrangères représentent moins de 1% des achats totaux.

NEW YORK,

La résolution de l'Assemblée Générale de l'ONU sur la volatilité des prix des produits alimentaires et de base

(Third World Network, 9 avril 2012)

L'Assemblée Générale de l'ONU a adopté le 14 février 2012 à New York une résolution sur la volatilité excessive des prix des produits alimentaires qui lance un appel à un "ensemble d'actions de politique sur le plan national, régional et international pour aborder la volatilité excessive des prix et soutenir les pays en développement tributaires des produits de base dans l'atténuation des impacts négatifs".

La résolution intitulée "Aborder la volatilité excessive des prix sur les marchés des produits alimentaires et des marchés financiers et de produits de base connexes" souligne l'importance des politiques pour résoudre les problèmes structurels à long terme des économies tributaires des produits de base et intégrer les politiques relatives aux produits de base dans les stratégies de développement et d'éradication de la pauvreté à tous les niveaux.

La résolution met l'accent sur les préoccupations relatives à l'essor et à la chute épisodiques des prix des matières premières en réaffirmant que "Chaque Etat a

le droit et peut librement exercer la pleine souveraineté sur sa richesse, ses ressources naturelles et ses activités économiques. »

Les contributions du Fonds Commun pour les Produits de Base et d'autres organisations de produits de base sont reconnues et ces derniers sont encouragés à poursuivre le renforcement de la coordination avec le Centre International du Commerce de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement et l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel et d'autres organisations pertinentes.

Un domaine d'étude mis en relief dans la résolution est comment réaliser une plus grande stabilité sur les marchés des produits de base et promouvoir les activités des pays en développement en vue d'améliorer l'accès aux marchés, la fiabilité de l'offre grâce à : la diversification, la valorisation, l'amélioration de la compétitivité des produits de base, le renforcement de la chaîne de commercialisation, l'amélioration des structures du marché, l'élargissement de la base d'exportation et la participation efficace de tous les acteurs.

Tableau d'Annonces

CNUCED XIII: La Treizième Session de Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) se tiendra du 21 au 26 avril 2012 à Doha au Qatar. Elle sera précédée d'un Forum de la Société Civile qui se déroulera du 17 au 27 avril 2012 à Qatar National Convention Centre dans le cadre du programme officiel de la CNUCED XIII.

Le Forum 2012 de l'AWID sur "Transformer le pouvoir économique pour avancer les droits des femmes et la justice" aura lieu du 19 au 22 avril à Istanbul en Turquie.

La 23^{ème} session de l'Assemblée Parlementaire Conjointe ACP-UE aura lieu à Horsens, au Danemark du 28 au 30 mai 2012. Les points à l'ordre du jour sont notamment les Accords de Partenariat Economique, l'Impact Environnemental et Social de l'Exploitation Minière dans les pays ACP, et les Progrès et Défis de l'Intégration Régionale.

La Coalition pour le Dialogue sur l'Afrique annonce un forum de discussion sur l'Afrique et le G20 à Arusha le 29 mai sous le thème « Rehausser la voix de l'Afrique dans la gouvernance mondiale : le G20 et l'Afrique.

Réalisé par l'Unité d'Economie Politique de Third World Network Africa. Third World Network-Africa est le coordinateur du Réseau d'Afrique sur le Commerce. Pour d'amples informations, veuillez contacter TWN-Africa, Box 19452, Accra-North, GHANA. Tel. 233 0302 511189/503669

E-mail: politaleconomy@twnafrica.org; site web: www.twnafrica.org